

## LES VŒUX DU CORPS DIPLOMATIQUE AU CHEF DE L'ETAT

**L**a cérémonie traditionnelle qui nous réunit ce soir me donne, pour la 36<sup>ème</sup> année consécutive, l'occasion, le privilège et l'honneur de vous présenter, au nom des chefs de mission diplomatique, les vœux les plus fervents et les plus respectueux de Nouvel An (...).

L'année 1985, proclamée Année internationale de la Paix par l'Organisation des Nations Unies, m'a permis de vous adresser devant vous le thème de la paix.

Si au cours de ces 4 dernières années, des progrès sensibles ont été accomplis sur le chemin de la paix, il reste qu'aujourd'hui comme hier, ce sujet demeure d'une brûlante actualité.

Aussi voudrais-je placer, à nouveau, cette fête sous le triple signe de la paix à l'intérieur de nos Etats, de la paix au niveau régional et de la paix au plan international.

L'histoire et l'évolution des nations et des peuples nous enseignent qu'autant la paix est le fruit de la démocratie et du développement, autant la démocratie et le développement sont vecteurs de paix et de prospérité : l'une et l'autre constituent la base vivifiante et la source inépuisable d'inspiration.

Ainsi sous votre direction lucide et clairvoyante, le Sénégal, pays de droit, a réussi à maintenir sa vocation de terre de démocratie, c'est à dire du respect des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales. Mieux, il entend des efforts méritoires pour affiner progressivement les contours et le contenu de cette démocratie (...).

Observateurs sérieux mais attentifs à tout ce qui se passe et se fait ici, nous savons, Monsieur le Président, que votre pays est soumis aux caprices d'un environnement naturel insupportablement hostile et à une conjonction internationale défavorable.

Et pourtant, grâce à la stabilité politique, à la liberté, aux vertus de courage et de solidarité du peuple sénégalais mais aussi grâce à sa politique d'ouverture et à l'aide internationale, votre pays a accompli des pas importants sur le chemin du progrès (...).

Mais cette volonté de paix, je dirais même cette mission de paix, qui a franchi les frontières de votre pays, a été formulée avec force en ces termes : « Sans la paix,

rien ne se construit. Le Sénégal n'a cessé d'œuvrer pour l'avènement de la paix partout où l'homme fait face à son destin dans le Tiers Monde et en Afrique plus particulièrement... Il faut associer la paix sur le développement économique, social et culturel des peuples pour leur donner sa dimension réelle ».

Comment alors s'étonner, Monsieur le Président, de rencontrer votre pays à tous les banquets de la paix, c'est à dire à la croisée de tous les chemins qui mènent vers les organisations communautaires de développement de la sous-région et du continent ?

Qu'il s'agisse de l'Organisation de Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS), ou de l'Organisation de Mise en Valeur du Fleuve Gambie (OMVG) pour exploiter, en commun et dans l'intérêt des populations gambiennes, guinéennes, bissau guinéennes, maliennes, mauritaniennes et sénégalaises, les ressources énergétiques, halieutiques et hydrauliques de ces grandes voies d'eau, qu'il s'agisse de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qu'il s'agisse de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) ou de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) qui a inscrit votre nom sur l'une des pages les plus glorieuses de son Histoire, la haute silhouette de votre pays plane toujours au milieu des pays membres fondateurs, apportant ainsi la souffrance vivifiante de son intelligence, de sa confiance et de sa foi à ces organisations économiques et politiques. Car vous restez convaincu que les défis qui interpellent tous et chacun doivent être relevés dans un élan de solidarité et de tolérance. Le rapprochement des Etats et des peuples, à travers ces institutions communales est le plus court chemin qui mène la paix d'un pays à un autre, d'un peuple à un autre. C'est la raison pour laquelle votre pays a été à la base du combat qui a abouti en 1986 à la Déclaration sur le Droit au développement, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce droit fait appel à la solidarité entre les individus comme entre les nations.

En définitive, à l'intérieur de nos Etats comme dans l'ensemble du continent, l'Afrique a un besoin immense de paix, de paix profonde...

Mais la paix est fragile si elle ne repose pas sur un nouvel ordre économique basé sur la justice.

Si la flambée de violences embrase encore certaines régions du monde, il est néanmoins réconfortant de constater qu'une volonté de paix anime tous les responsables des nations (...).

De même, des lieux d'un immense espoir se profilent sur la voie du désarmement, poursuivant et soutenant ainsi les initiatives et les actions menées dans ce sens en 1986. A preuve la réduction des budgets militaires des deux superpuissances. A preuve aussi la rencontre américano-soviétique à Malte en décembre dernier qui a permis de relancer toutes les négociations sur la réduction des armes conventionnelles, stratégiques et chimiques, et de confirmer la volonté des présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev de pouvoir signer en juin prochain, à Washington, un accord de principe sur la réduction des armes stratégiques suivi quelques mois plus tard de l'accord définitif, de suspendre la fabrication des armes chimiques binaires très sophistiquées et de détruire 98% de leurs stocks d'armes chimiques en dix ans.

Mais cette volonté confirmée d'établir la paix par le désarmement ne sera véritablement bénéfique à l'humanité toute entière que si elle s'accompagne de la volonté de s'instaurer un nouvel ordre économique mondial à visage humain, fondé sur l'aide au développement et sur un équilibre des échanges internationaux (...).

Douloureux constat que la réalité qui domine aujourd'hui le continent africain : une crise économique et financière due certes à l'effondrement des prix des matières premières, à la détérioration des termes de l'échange, à la crise de confiance et au fardeau de la dette, mais aussi à l'instabilité politique, aux erreurs de gestion et à la fuite des capitaux du Sud vers le Nord.

Néanmoins des performances de développement acquises par certains pays d'Asie et d'Amérique latine font espérer un illégitime mais réel redressement et une part largement importante du Tiers Monde dans l'économie mondiale.

# SOUS LE SIGNE DE LA PAIX

Mais la paix est fragile si elle ne repose pas sur un nouvel ordre économique basé sur la justice.

Si la flambée de violences embrase encore certaines régions du monde, il est néanmoins réconfortant de constater qu'une volonté de paix anime tous les responsables des nations (...).

De même, des lieux d'un immense espoir se profilent sur la voie du désarmement, poursuivant et soutenant ainsi les initiatives et les actions menées dans ce sens en 1986. A preuve la réduction des budgets militaires des deux superpuissances. A preuve aussi la rencontre américano-soviétique à Malte en décembre dernier qui a permis de relancer toutes les négociations sur la réduction des armes conventionnelles, stratégiques et chimiques, et de confirmer la volonté des présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev de pouvoir signer en juin prochain, à Washington, un accord de principe sur la réduction des armes stratégiques suivi quelques mois plus tard de l'accord définitif, de suspendre la fabrication des armes chimiques binaires très sophistiquées et de détruire 98% de leurs stocks d'armes chimiques en dix ans.

Mais cette volonté confirmée d'établir la paix par le désarmement ne sera véritablement bénéfique à l'humanité toute entière que si elle s'accompagne de la volonté de s'instaurer un nouvel ordre économique mondial à visage humain, fondé sur l'aide au développement et sur un équilibre des échanges internationaux (...).

Douloureux constat que la réalité qui domine aujourd'hui le continent africain : une crise économique et financière due certes à l'effondrement des prix des matières premières, à la détérioration des termes de l'échange, à la crise de confiance et au fardeau de la dette, mais aussi à l'instabilité politique, aux erreurs de gestion et à la fuite des capitaux du Sud vers le Nord.

Néanmoins des performances de développement acquises par certains pays d'Asie et d'Amérique latine font espérer un illégitime mais réel redressement et une part largement importante du Tiers Monde dans l'économie mondiale.

Mais tant que le système actuel des échanges internationaux restera inégal, tant que subsistera le fardeau de la dette, les peuples continueront de s'appauvrir.

A cet égard, il n'est pas superflu de rappeler que la crise de 1929 nous a montré que des populations désespérées et laissées pour compte sont souvent tentées par des solutions radicales qui constituent de graves menaces pour la paix.

Les bouleversements politiques et sociaux et les nouvelles alliances économiques, la constitution de grands ensembles économiques, notamment le Marché commun européen unique de 1993, la zone de libre échange entre les Etats Unis et le Canada en Amérique du Nord, les débuts de concertation des pays riverains du Pacifique, la consolidation du Groupe de Rio en Amérique Latine, la Convention de Lomé IV qui inspirent certaines inquiétudes, devraient constituer des détonateurs d'un sursaut de solidarité africaine, à travers les institutions communautaires sous-régionales pour déboucher sur la création d'une Communauté économique africaine.

Je m'en voudrais de terminer le survol de ce panorama sur la paix sans évoquer les drames qui vivent depuis plus de 40 ans et 15 ans les peuples palestiniens et libanais.

Puisse le vent de liberté et de paix qui se lève sur le monde souffler violemment en 1990 sur leurs pays pour y instaurer un climat de paix, de respect de la dignité humaine, de prospérité et de fraternité chaleureuse.

Je m'en voudrais également de terminer ce survol panoramique sur la paix, sans évoquer cette fantastique et remarquable mobilisation des dirigeants africains en vue de l'abolition du système d'apartheid, de

l'indépendance de la Namibie le 1er avril prochain après 23 années de luttes et de la réconciliation nationale en Angola.

L'histoire aura retenu que, dans la dernière partie des événements de ce XX<sup>ème</sup> siècle finissant, le continent africain, ses peuples et leurs dirigeants ont eu le courage et la lucidité de parachever la libération totale du continent et que leur attachement à la paix aura été le ciment le plus solide pour la constitution de nouveaux espaces de solidarité, de générosité et de liberté pour le développement.

En ce vendredi, 36<sup>ème</sup> jour de la décennie 1990, cultivons partout les champs de dialogues pour le règlement de tous les différends, semons partout les graines de la solidarité et de la coopération internationale dans la paix des cœurs et des esprits pour offrir au III<sup>ème</sup> millénaire, les fleurs de la fraternité universelle.

C'est sur cette note d'espoir que je suis heureux et honoré, au nom de mes collègues, qui sans doute traduisent les sentiments de leurs souverains et chefs d'Etat, de formuler.

Des vœux de paix pour la communauté internationale.

Des vœux ardents de bonheur et de santé.

Pour le peuple sénégalais.

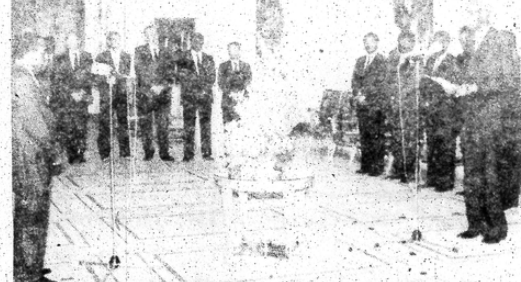
Pour votre gouvernement.

Pour votre famille.

Pour Madame Abdou Diouf à qui nous vous prions de transmettre nos respectueux hommages.

Pour Votre Excellence, afin de continuer à guider votre beau pays sur le chemin de la solidarité, de la concorde, de la prospérité, de l'unité et de la paix.

Je vous remercie.



**Le président Abdou Diouf répondant aux vœux du corps diplomatique. Eloge à la solidarité internationale sans clivages.**

## Réponse du président de la République DES RAISONS D'ESPÉRER

**L'**OCCASION m'est donné, en cette fin d'après-midi, de vous accueillir une fois de plus au Palais de la République, pour la cérémonie de présentation des vœux du corps diplomatique au chef de l'Etat.

Ces retrouvailles annuelles me procurent toujours une joie toute particulière. C'est qu'au-delà de l'air de fête qui s'attache à la célébration de cette fête, elle nous offre l'opportunité de magnifier avec vous l'amitié et l'esprit de solidarité, dont la promotion entre les peuples est au cœur de votre mission, amitié et esprit de solidarité qui président, si heureusement, aux relations que le Sénégal entretient avec chacun des pays que vous représentez.

Vous avez su donner, une nouvelle fois, la preuve de votre grande capacité d'analyse des problèmes de notre temps et c'est avec un réel plaisir et un vif intérêt que je vous ai encore écouté.

Je vous félicite pour la qualité de votre adresse et vous remercie du fond du cœur pour les vœux si généreux et si sincères qu'au nom de tous vos collègues, vous venez d'exprimer à l'endroit du peuple et du gouvernement sénégalais ainsi que de ma famille et de moi-même.

L'année 1989 qui vient de s'achever restera probablement dans l'histoire comme une année charnière ou, à tout le moins, comme une année repère.

En effet, à la faveur du nouveau climat de détente et de compréhension mutuelle, des événements inattendus ont eu lieu ces derniers mois en Europe de l'Est principalement, mais ailleurs aussi.

Vous les connaissez si bien que je n'ai pas besoin de vous y étendre. Il me suffira de dire qu'à mes yeux, nous assistons là à des mutations à la fois complexes et profondes. Mais, si pour cette raison, il est malaisé, voire hasardeux d'essayer de mesurer la portée réelle de ces mutations et, surtout, d'en cerner les contours, il est clair qu'elles répondent à de réelles aspirations, à l'avantage de liberté, de justice et de paix, des hommes et des peuples qui en ont été les acteurs.

Le fait que ces bouleversements peuvent, en raison de leur ampleur et de leur soudaineté, avoir pour enjeu ultime une modification profonde des règles qui régissent

sent les relations internationales depuis la deuxième guerre mondiale, ne doit pas donc nous empêcher de nous en réjouir. D'ailleurs, si le caractère antagoniste de ces relations nous a conduits à nous préoccuper de les gérer de manière à préserver la paix et la sécurité internationales, nos efforts n'ont jamais cessé de tendre, dans le même sens, vers la promotion d'un développement économique et social universel.

Ce sont là, du reste, deux objectifs qui font partie de ceux que l'ONU s'est assignés. L'une de leurs particularités est, d'être en étroite corrélation, les progrès ou reculs dans la poursuite de l'un influant sur l'état de l'autre. Il est important d'avoir cela à l'esprit car les mutations qui se déroulent sous nos yeux pourraient avoir des répercussions sur l'un ou l'autre. Cela suscite en nous quelque optimisme, mais cela nous donne aussi des raisons de nous inquiéter de ce que vont être demain les relations internationales.

**A la source de notre optimisme**, il y a d'abord le fait que désormais les rapports internationaux apparaissent de moins en moins fondés sur une logique de puissance et la confrontation idéologique.

La manifestation la plus nette de cette heureuse évolution est l'amélioration des relations américano-soviétiques et, partant, des relations Est-Ouest. Mais, il y a aussi les importants résultats obtenus dans la recherche de solutions négociées à divers conflits régionaux et, même, si plusieurs foyers de tension continuent en Afrique, en Asie et en Amérique latine, d'offrir au monde des spectacles d'injustice et de violence, rien ne semble devoir arrêter l'évolution en cours vers la reconnaissance de l'égale dignité des hommes et des peuples.

Ceux-ci n'ayant que trop souffert de la situation de rivalité, d'antagonisme et d'exclusivisme qui a marqué une grande partie de ce siècle, on peut légitimement espérer qu'ils se mobiliseront en faveur du maintien de l'actuelle atmosphère de détente et tenteront de la préserver de l'égalité de la préservation de la paix mondiale.

Une autre raison pour nous d'être optimistes tient au fait que l'ONU, dont la mission originelle est de promouvoir la paix

au profit de tous les peuples, semble à présent mieux à même de s'en acquitter. C'est quelle bénéfice, depuis quelques temps, d'un regain de confiance qui lui a permis de jouer le rôle qui lui revient dans la réhabilitation du dialogue et de la concertation indispensables au maintien du climat actuel de détente. La restauration de son autorité lui a donné les moyens d'œuvrer avec bonheur, les missions qui lui étaient confiées en Afghanistan, dans le Golfe, à Chypre, au Sahara Occidental et plus récemment en Namibie ; elle a ainsi confirmé sa vocation de cadre irremplaçable de préservation et de consolidation de la paix.

Vous le voyez, Monsieur le Doyen, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, les espoirs sont maintenant dégagés pour une concertation fructueuse sur les moyens de faire disparaître les zones de tension ou d'affrontement. De même, les cadres de négociations sur les questions de désarmement sont revivifiés et on s'y applique à accompagner le processus de détente. Cependant, l'optimisme que cela nous procure est tempéré par le peu de progrès réalisés vers la promotion d'un développement économique et social universel. Cet autre objectif que nous cherchons à atteindre depuis la création de l'ONU.

La situation économique mondiale continue en effet de susciter de grandes inquiétudes, caractérisées qu'elle est par l'existence d'un fossé sans cesse grandissant entre les pays riches et ceux qui le sont moins. Elle s'illustre par la croissance économique continue du Nord, qui contraste tristement avec la dégradation flagrante de celle du Sud. Pis, le déséquilibre structurel des échanges, dû à la détérioration constante des termes de l'échange, et le fardeau de la dette continuent à nuire tous les efforts déployés par les gouvernements des pays en développement en vue de relancer la croissance de leurs économies.

Or, nous le savons tous, la paix n'est pas seulement une absence de guerre : on ne dira jamais assez qu'elle implique aussi l'élimination de l'injustice qui prévaut dans les relations économiques internationales.

La communauté internationale doit s'engager résolument dans cette direction. Cela

nous paraît d'autant plus urgent que nous nous acharnons dangereusement, je le redis, vers une division de plus en plus marquée du monde entre riches et pauvres. En d'autres termes, nous risquons, si rien n'est fait, d'avoir dans les relations internationales une crise qui serait alimentée cette fois non plus par l'antagonisme idéologique, mais plutôt par le désespoir des démunis face à la suffisance des nantis. Rien n'autorise à croire que ses conséquences seraient moins néfastes à la paix et à la sécurité internationales que ne l'ont été celles de la guerre froide. C'est en usant judicieusement des immenses possibilités qu'offre la coopération internationale que nous saurons mieux nous prémunir contre ce risque. Mais il s'agit là d'un véritable défi pour nous : Un défi à notre aptitude à traduire en actions concrètes la conscience que nous avons de notre communauté de destin.

Avec une volonté politique plus ferme et une imagination plus hardie, nous serons certainement en mesure de le relever. J'en suis persuadé.

Ce sentiment doit être largement partagé, au regard de la multiplicité des efforts investis dans l'organisation d'une solidarité internationale plus effective. En tout cas, on constate que des initiatives sont prises dans diverses régions du monde pour assoir et hâter une intégration plus poussée.

Des idées nouvelles naissent également pour souligner la nécessité de dépasser les alliances traditionnelles en vue de mettre sur pied des ensembles plus vastes, qui transcendent les limites politico-géographiques issues de la deuxième guerre mondiale.

Pour nous, elles sont les bienvenues et méritent le soutien unanime de la communauté internationale, dans la mesure où elles vont dans le sens d'une solidarité plus effective dont la réalisation est un impératif pour notre avenir commun. Mais pour que cette solidarité soit profitable à tous et à l'univers, il nous faut éviter que le regroupement des uns se fasse au détriment des autres, que les vieux clivages ressuscitent et nous bloquent.

Parce que - par goût et par fonction vous êtes un trait d'union entre tant de peuples et

de pays divers -, pour parler comme un de vos chefs d'Etat, vous avez, vous diplomates, un rôle majeur à jouer dans les tâches qui nous attendent. L'appel que je vous ai lancé il y a dix ans, en janvier 1980, au sujet de la crise du multilatéralisme visait déjà à vous engager à l'assumer. Je vous disais alors ma conviction que nous devions notamment « accorder de féconder notre action collective par la richesse plurielle de nos différentes valeurs ». Le respect mutuel et la tolérance que cela suppose nous sont encore plus utiles face à cette formidable libération d'enthousiasme longtemps contenu. J'ai conscience qu'il est, pour les mêmes raisons, difficile de les garantir ; il est d'autant plus difficile d'y arriver qu'en cette ère de l'instantané et du sensationnel, peu de champ libre est laissé à l'écoute attentive et peu de temps à qui cherche, comme vous, à toujours concilier. Mon sentiment sur la nécessité de préserver ces vertus n'a pas pour autant faibli, ma confiance dans l'efficacité de votre beau métier non plus, pas plus que l'attitude que cela appelle de la part de mon gouvernement.

Je voudrais, pour conclure, me réjouir de ce que vos gouvernements sont autant que nous, animés de la volonté d'œuvrer à l'avènement d'une société internationale empreinte d'une plus grande solidarité entre les hommes et les nations. Faisons en sorte que nos dispositions identiques nous permettent de contribuer à la concrétisation des espoirs naissants et à la satisfaction des aspirations qui naissent. Faisons en sorte qu'elles soient aussi partagées par d'autres acteurs des relations internationales. Je pense surtout aux organisations non-gouvernementales dont certaines ont déjà donné, à travers la générosité de leurs interventions, la preuve de leur engagement en faveur de l'émergence de ce surcroît de solidarité.

C'est sur cet appel que je conclus pour vous adresser, à mon tour, mes vœux de Nouvel An. J'en forme pour chacun d'entre vous, pour vos familles, pour chacun des chefs d'Etat et tous les peuples que vous représentez au Sénégal.

Que 1990 et la décennie que nous entamons apportent à tous ce que la vie peut réserver de meilleur.